



Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée

Mediterranean Citizens' Assembly

تجمع مواطني ومواطنات المتوسط

www.acimedit.net

« Dialogues méditerranéens : citoyenneté et conflits »

Quatrième assemblée de l'ACM, Istanbul

22-24 novembre 2014

Synthèse des travaux

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



Sommaire

Introduction

1. Synthèse générale et propositions finales pour l'ACM

A. Diagnostic

B. Propositions finales

2. Déclarations finales du Conseil Consultatif

A. Déclaration sur la situation des transitions démocratiques dans l'espace méditerranéen

B. Déclaration sur la crise économique et la citoyenneté en Méditerranée

C. Déclaration sur la liberté de circulation dans l'espace méditerranéen

D. Déclaration sur la liberté, la sécurité individuelle, la sécurité collective et la paix en Méditerranée

E. Déclaration sur la Syrie

F. Déclaration sur Israël et la Palestine

G. Déclaration sur Chypre

H. Déclaration sur la Tunisie

I. Déclaration sur le Maroc

J. Déclaration sur la Grèce

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



Introduction

Nous, Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (ACM), visons à favoriser l'émergence de la parole et de l'action citoyennes à travers l'organisation d'activités et de rencontres et la création d'espaces de dialogue divers. C'est ainsi que, depuis l'année 2008, nous nous sommes engagés, par la constitution d'un premier groupe de citoyens et citoyennes de la Méditerranée, à participer activement à l'émergence d'une *citoyenneté méditerranéenne*, d'une *communauté méditerranéenne des peuples* et d'un *réseau citoyen pour l'action en Méditerranée*. Nous nous sommes dotés d'une Charte constitutive fondée sur les valeurs de démocratie, de liberté, de paix, ainsi que sur le respect des droits humains, de la diversité culturelle et de la responsabilité environnementale.

La première rencontre de l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée, qui eut lieu en juillet 2010 à Valence (Espagne), avait pour thème : « Dialogues méditerranéens : institutions et citoyenneté en Méditerranée ». Ce premier rendez-vous a souligné le besoin de favoriser l'émergence d'une communauté méditerranéenne des peuples, ancrée dans un espace géographique précis : l'espace politique méditerranéen.

La deuxième rencontre, qui s'est tenue à Tunis au mois de décembre 2011, l'année des « soulèvements arabes », était axée sur le thème : « Crises et changements en Méditerranée : la citoyenneté en mouvement ». Elle a démontré que les peuples de la Méditerranée étaient en train d'écrire leur destin à travers leur aspiration à la liberté, la consolidation des revendications portées par les jeunes générations et le renforcement de la société civile.

La troisième rencontre, qui s'est déroulée à Volos (Grèce) en octobre 2012, eut pour thème : « Les changements en Méditerranée, la dynamique des Cercles de citoyens et l'avenir de l'ACM ». Elle permit aux membres du Conseil Consultatif et des Cercles locaux de citoyens¹ venus de tous les pays de la Méditerranée d'établir un diagnostic des crises en cours en Méditerranée, d'évoquer l'avenir des Cercles de citoyens et de leurs projets, et de formuler des propositions d'actions communes.

La quatrième rencontre à Istanbul (Turquie) du 21 au 24 novembre 2013 aborda la dimension citoyenne des divers conflits en cours en Méditerranée. Elle eut pour thème : « Dialogues méditerranéens : citoyenneté et conflits ». Après avoir dressé un état des lieux des différentes situations politiques, économiques et sociales prévalant dans l'ensemble des pays du bassin méditerranéen, les 150 personnes présentes lors de l'Assemblée, originaires de 22 pays différents, ont réfléchi ensemble aux perspectives et solutions citoyennes permettant de favoriser l'avenir de la région.

Notre organisation est devenue un espace unique d'échanges entre le Nord et

¹ Répartis à travers les villes de la Méditerranée, les Cercles locaux de citoyens sont des espaces de débat et d'échange entre citoyens venant d'horizons socioprofessionnels divers. L'encouragement à la création de ces cercles dans l'ensemble de la Méditerranée est l'une des priorités-phare de l'ACM.

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



le Sud de la Méditerranée. Elle rassemble une diversité d'intervenants de la société civile dont l'originalité réside dans le nombre et dans la variété de pays dont ils sont issus.

1. Synthèse générale et propositions finales pour l'ACM

A. Diagnostic

La quatrième rencontre de l'ACM (Istanbul, Turquie) a permis de revenir largement sur la dimension citoyenne des divers conflits prévalant dans le bassin méditerranéen ainsi que d'esquisser les éléments communs aux différentes aires géographiques composant cet espace.

Des crises multiples

Il y a, dans la majorité des pays méditerranéens, des crises aux facettes multiples, dans les champs économique, social et politique notamment. La rencontre d'Istanbul a permis de mettre en avant la trop fréquente déconnexion qui prévaut entre les orientations des politiques publiques et les aspirations des citoyens. Celle-ci ne cesse d'ailleurs de s'accroître depuis des décennies. Certains des participants ont souligné les carences de la communication entre gouvernements et citoyens, ainsi que le poids induit par le caractère souvent conservateur des classes dirigeantes. Celles-ci s'avèrent craintives et intransigeantes face aux pouvoirs des citoyens émergents. D'autres, bien que ne reconnaissant pas la pertinence de ce dernier aspect, ont cependant exprimé leurs craintes de voir une telle crise mettre en péril le respect des droits humains, faisant ainsi de la violence dans les sociétés en transition l'un des risques communs aux Méditerranéens les plus redoutables. Si les législations contre l'appel à la violence existent dans la plupart de ces pays, rares sont ceux d'entre eux qui les mettent réellement en application. Dans les nouvelles constitutions, la question est le plus souvent évoquée timidement ; toutefois il faut aussi reconnaître que les exceptions à cet état des faits existent aussi, comme en Jordanie, où tout appel à la violence est condamné. Il convient donc de s'assurer de la bonne application de la loi. Certains des pays directement concernés par les révoltes arabes ont ainsi montré que leurs institutions étaient faibles. On constate de même qu'un renouveau politique général est nécessaire pour réussir la transition : la classe politique qui exerce dans la plupart des pays du Maghreb n'est pas vraiment représentative de la population. Plus particulièrement, les jeunes et les femmes s'y retrouvent nettement sous-représentés. Pourtant, un petit nombre des pays en transition ont déjà entamé un processus d'évolution vers un fonctionnement démocratique (processus électoral, respect des minorités, liberté de conscience, égalité des citoyens). Ce processus sera évidemment long. L'application des règles et fondements indispensables à un fonctionnement démocratique incarne à la fois un véritable défi politique et un enjeu.

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



Des inégalités sans précédent

La crise économique et sociale à laquelle sont confrontés ces pays a provoqué un chômage record et des inégalités sociales tout comme des écarts jamais connus jusqu'alors. De plus, la crise mondiale a généré parmi ses effets notables un mouvement de migration très fort de la part d'habitants des pays du Sud de la Méditerranée vers l'Europe du sud, qui passe encore pour un « eldorado » à leurs yeux. Des situations humanitaires catastrophiques ont logiquement suivi, comme on a pu le voir à Lampedusa. Par ailleurs, il a été affirmé lors des débats de cette quatrième rencontre que l'Union européenne brillait par l'obsolescence de ses politiques migratoires devant la nature et la taille des enjeux. Face à la carence des organisations Internationales interétatiques en termes d'esquisse de solutions pour les crises, la solidarité citoyenne pourrait combler ce vide et jouer un rôle fondamental. Ce sont les citoyens qui doivent promouvoir les concepts de liberté, de démocratie, de dignité et de justice, notamment à travers un renforcement de la relation entre citoyenneté, société civile et institutions publiques. Il conviendrait également de valoriser la notion « d'île de paix des citoyens » dans la résolution des conflits, et de consacrer l'importance de la citoyenneté en tant que facteur de légitimité du pouvoir, plutôt que de se contenter du schéma d'une citoyenneté obéissant au pouvoir. Enfin le débat est largement revenu sur le concept d'État-nation dans la région, partant depuis ses origines pour en arriver aux difficultés qu'il a à intégrer la diversité humaine méditerranéenne prévalant, entre autres, sur les plans ethnique, religieux et culturel.

Le défi sécuritaire

Sur le plan sécuritaire, en Méditerranée, a été relevée lors de cette quatrième rencontre la nécessité d'encourager les échanges entre l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et l'Union Européenne (UE) afin de renforcer la sécurité globale. Par exemple, l'évolution de la situation en Égypte peut constituer une menace pour des pays comme la Libye et la Tunisie, mais aussi pour l'Europe. La sécurité est donc un préalable important à la construction d'un État de droit, lequel garantira à son tour les droits et libertés individuelles.

Diversité culturelle et religion

Enfin, sur le plan culturel et social, la reconnaissance de la diversité culturelle, notamment linguistique, a été considérée comme étant un défi, aussi bien au Maghreb que dans l'ensemble de la région. Les enjeux relatifs au religieux ne sont évidemment pas pour autant en reste, d'autant plus que la question se voit diversement appréhendée suivant les contextes culturels dans lesquels elle se voit évoquée. Ainsi, si l'Europe est globalement sécularisée, des pays comme la France voient pour leur part dans la laïcité un principe sacro-saint. D'autres au contraire reconnaissent au fait religieux un rôle social. Cette reconnaissance est aussi bien liée à l'existence d'un pluralisme religieux qu'à l'impact des valeurs religieuses dans la vie quotidienne des

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



citoyens. Cet aspect interpelle les sociétés maghrébines, qui se voient incitées à relever un triple défi : apaiser le débat religieux, réussir les transitions amorcées et donner à la citoyenneté son plein sens.

B. Propositions finales

Les quatre agoras géographiques et thématiques ont permis de formuler un certain nombre de pistes de réflexion pour promouvoir des actions individuelles comme collectives de la part de l'ensemble des acteurs de la Méditerranée impliqués dans l'ACM. De l'Europe méridionale au Maghreb en passant par les pays orientaux de la Méditerranée, les débats ont conduit à plusieurs conclusions porteuses d'initiatives et d'espoir pour les prochaines rencontres. Ils ont aussi encouragé chacun des participants, dans ce contexte géopolitique mouvant, à continuer à défendre les valeurs de citoyenneté et de paix, coûte que coûte.

Soutenir la transition et la révolution citoyenne

S'il est encore trop tôt pour parler de « la » révolution arabe, on peut cependant affirmer sans risques qu'une volonté de révolution citoyenne s'est bel et bien imposée en Méditerranée, et avec énergie. En vue du renforcement des combats citoyens en Méditerranée, et de manière à pouvoir développer une dynamique stratégique commune, la question qui se pose maintenant est celle de la mise en place d'une infrastructure citoyenne indépendante de manière à former à l'action civile les groupes locaux en Méditerranée, et afin qu'ils puissent échanger mutuellement des pratiques d'actions civiles. On pourrait envisager à ce titre la création d'une infrastructure dédiée à la mise à disposition de services et de savoir-faire pour et entre ces groupes et au renforcement des initiatives citoyennes sur les différentes rives de la Méditerranée. Il est par ailleurs souhaitable que les processus de démocratisation engagés par les peuples des rives sud et est de la Méditerranée puissent inclure des politiques économiques alternatives au modèle actuel de concentration des richesses entre les mains d'une poignée réduite d'individus. De même, et conformément aux idéaux qui l'ont animée à ses origines, l'UE doit pouvoir se constituer en « communauté civile transnationale » et reconnaître le destin commun qui l'unit aux pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

Promouvoir le rôle de la société civile

Commencer par la promotion du rôle de la société civile est essentiel pour pouvoir réfléchir sur la notion de citoyenneté sociale en Méditerranée. Les actions à engager sont multiples. Parmi les exemples qui ont été cités : l'établissement d'une déclaration concernant la Syrie, la dénonciation de tous les cas de violence, la

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



promotion d'une coopération entre tous les réseaux de toutes les organisations de société civile, la création d'une agence de presse propre à l'ACM qui discuterait de tous ces problèmes ou encore la mise en œuvre de mesures destinées à protéger les lieux de cultes et lieux culturels.

Promouvoir l'égalité des genres et le respect des minorités ethniques, sexuelles et linguistiques

Il importe également de promouvoir l'égalité entre les genres, de défendre les minorités et de lutter contre la violence conjugale. Cela impose de soutenir une coordination entre les principes religieux, la citoyenneté et la politique, et de dénoncer les idées reçues en écartant tout doute pouvant subsister quant à la religion. Parmi les mesures importantes à promouvoir également, le lancement d'une publication consacrée spécifiquement aux différentes minorités qui existent dans les pays de la Méditerranée, ainsi que favoriser l'apprentissage des langues pratiquées par les minorités du bassin méditerranéen.

Renforcer le rapport entre citoyen et politique

Il faut également renforcer les dynamiques en œuvre et continuer à analyser les rapports prévalant entre institutions politiques, économiques et financières. Il est évident qu'à la base de toutes ces dynamiques se trouve la question de la Démocratie, c'est-à-dire la capacité des citoyens à déterminer les choix fondamentaux qui affectent l'avenir de leurs communautés, de leurs villes et de leurs pays.

Soutenir la formation des citoyens

De même, la question de la formation des citoyens à la vie politique et à l'activité civile doit figurer parmi les priorités. L'ACM déploie maints efforts visant à la mise en place d'une infrastructure citoyenne indépendante dédiée au partage du savoir-faire, au montage d'initiatives communes, à la formation des acteurs citoyens et à l'échange de pratiques d'action civile. Les initiatives citoyennes engagées dans le développement d'un espace d'actions sociales, politiques et culturelles communes devraient privilégier, dans les décennies à venir, l'intégration politique au sein de la Méditerranée. Ce sera notamment l'objet de la prochaine rencontre de l'ACM à Marseille en Novembre 2014.

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



Encourager la circulation et la liberté des personnes

Pour avancer vers l'intégration méditerranéenne, nous avons besoin de projets-pilote. Les difficultés et obstacles mis à la liberté de circulation des personnes dans la région sont source de conflits politiques et ils génèrent mafias, corruption et désastres humanitaires.

Nous proposons ainsi le lancement d'une initiative qui structurera l'engagement citoyen commun en faveur de la démocratie et de l'intégration dans la région, avec pour pilier la question du droit à une citoyenneté transnationale qui ait pour socle référent l'écriture d'une nouvelle charte de la citoyenneté méditerranéenne. Ce défi s'impose à nous. Dès lors, c'est ici qu'il convient d'agir contre les dérives populistes et les murs qui s'édifient. Le temps où l'on croyait pouvoir répondre par des propos apaisants sur le dialogue culturel aux attentes des migrants qui prenaient le risque de mourir pour rejoindre l'Europe est dépassé. Si nous refusons de faire de la Méditerranée un espace humain commun, c'est-à-dire, pour commencer, un espace de mobilité et de solidarité, c'est un horizon d'hostilités et de conflits avec le monde arabo-musulman et l'Afrique, entre autres, que nous construirons à coup sûr.

Coupler sécurité et développement durable

Il faut coupler l'idée de développement durable à celle de « sécurité durable ». Cette notion a, par exemple, été utilisée par l'ONU et l'OTAN pour mettre en exergue le fait que les relations entre l'UE et le Maghreb devaient impérativement être solides, équilibrées et pérennes. Ainsi, la sécurité durable implique des domaines de coopération quantitativement et qualitativement denses. Les stratégies y afférentes doivent être conduites par des partenaires sachant précisément quelle est la nature de leurs besoins et moyens, et ce qu'ils peuvent et comptent obtenir de l'autre partie. Par ailleurs, ces stratégies requièrent aussi de l'équilibre, non en termes de forces, mais plutôt d'intérêts. L'instauration d'un système gagnant-gagnant dans lequel la liberté de circulation des capitaux et des biens irait de pair avec celle de la main d'œuvre est nécessaire. Quant à la pérennité, elle reflète l'idée que la sécurité durable, comme le développement durable d'ailleurs, ne sont réalisables que s'ils s'inscrivent dans le cadre d'une vision à long terme.

Etablir une charte citoyenne de la Méditerranée

L'idée d'établir une Charte citoyenne méditerranéenne qui avance sur la nature et le contenu de la citoyenneté a aussi été proposée. Cette charte énoncerait les principes et valeurs acquis dans l'espace méditerranéen à travers le développement historique de la région. Elle aurait comme base les principes suivants : liberté, démocratie, justice sociale et dignité des citoyens.

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



La question de la place de la religion est centrale dans la région.

Pour maintes personnes, l'islam est devenu un défi à la démocratisation. Dans les faits, une polarisation de la scène politique prévaut qui oppose expressions religieuses et laïques. Le contexte de crise, l'incertitude politique, un processus d'identification de plus en plus axé vers les sentiments d'affiliation ethnique ou religieux, en sont les principales raisons. Des groupes islamistes se sont aussi renforcés, ce qui a eu pour effet d'accroître l'islamophobie. Par ailleurs, les mouvements extrémistes mettent en danger l'ordre démocratique et les libertés. En résumé, la Méditerranée doit être un lieu de coexistence ayant valeur de modèle citoyen.

Discours de clôture de Vicent Garcés, Membre du Conseil Consultatif de l'ACM, député du Parlement Européen, 24 novembre 2014

Nous sommes arrivés à la fin de la quatrième rencontre. Ici, dans la ville d'Istanbul, centre historique de l'espace méditerranéen et qui sera sans doute un grand repère pour l'avenir. Ville qui a accueilli notre assemblée avec la vieille sagesse du peuple méditerranéen. Je veux remercier tout de suite nos amis du cercle d'Istanbul et de l'université Gedik qui, avec leur collaboration, le secrétariat et la coordination de l'ACM, ont rendu possible l'organisation de notre quatrième rencontre. Je veux remercier aussi les entités, les institutions et organisations citoyennes qui, venues de tous les pays méditerranéens, ont rendu à nouveau possible le grand dialogue citoyen méditerranéen. Je veux mentionner en particulier la fondation Charles Léopold Meyer pour le progrès de l'homme, la Fondation Anna Lindh, l'UNESCO, l'Union pour la Méditerranée, l'Assemblée parlementaire méditerranéenne, l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, le Parlement européen, le Comité économique et social européen, la Confédération des syndicats progressistes de Turquie, Casa Arabe de l'Espagne, l'Institut européen de la Méditerranée (IEMED) et la Plateforme civile Euromed qui, avec leurs représentants, ont participé à cette quatrième rencontre de l'ACM. Je ne veux pas oublier non plus le grand travail intellectuel et de programmation fourni par le Conseil Consultatif. Enfin, je dois remercier spécialement tous les citoyens et citoyennes qui sont venus depuis tous les pays méditerranéens pour apporter leurs connaissances, leurs expériences et leurs propositions. Ont été invitées aussi à participer : l'Union africaine, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la Coopération islamique qui, pour différentes raisons, n'ont pu coordonner leurs agendas.

Cette quatrième rencontre de l'ACM qui s'est réunie ces derniers jours à Istanbul autour du grand thème « Dialogue méditerranéen : citoyenneté et conflits », nous a offert l'occasion d'une réflexion collective autour de la réalité conflictuelle qui est vécue par tous les peuples de la Méditerranée. Dans la rencontre de Valencia de 2010, on s'interrogeait sur l'espace méditerranéen et la citoyenneté méditerranéenne. En 2011, à Tunis, nous avons salué les révoltes citoyennes dans plusieurs pays

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



méditerranéens, qui cherchaient plus de liberté, plus de démocratie et la dignité pour tous les peuples. En 2012, à Volos, en Grèce, dans sa troisième rencontre, nous avons voulu pousser la dynamique de dialogue, de rencontre, de connaissance mutuelle, de respect et de tolérance à l'intérieur de la diversité culturelle, politique, religieuse et sociale des citoyens méditerranéens. Maintenant, ici à Istanbul, nous avons fait le tour des crises et des conflits qui soumettent les citoyens et citoyennes méditerranéens à l'incertitude, au manque d'espoir et aux difficultés pour prendre leur avenir en main.

Nous avons constaté l'existence d'une grave crise économique et sociale dans les pays du sud de l'Europe, du Portugal jusqu'à la Grèce, crise qui fait que des millions de personnes sont soumises au chômage, à la perte de qualité de vie, et qui touche spécialement les jeunes. Il semblerait que les peuples des pays européens méditerranéens perdent de plus en plus le niveau de développement qu'ils avaient acquis avec beaucoup de difficultés pendant la dernière décennie. On voit une Union européenne avec des politiques qui empêchent la mobilité des personnes dans l'espace méditerranéen. Une Union européenne qui paraît s'occuper en priorité des rapports commerciaux économiques et moins des rapports humains nécessaires à la convivialité et la paix en Méditerranée.

On a même pu constater comment le déjà traditionnel conflit au Moyen Orient entre les Palestiniens et les Israéliens continue à se développer, alors qu'on voit s'éloigner les possibilités d'un accord. Le conflit armé en Syrie éloigne la paix de ce côté de la Méditerranée, produit des effets négatifs dans tous les domaines, en commençant par la destruction, la mort et le déplacement forcé de la population. On a vu aussi comment le conflit social et politique en Turquie s'accroît et comment le coup d'État en Égypte amène le peuple de ces grands pays vers l'absence de liberté et la confrontation. Sans s'oublier que dans la région, le conflit chypriote n'arrive pas à se résoudre.

Du dialogue citoyen sur le Maghreb on tire la conclusion de grandes difficultés qu'ont les citoyens de ces pays à faire avancer leurs ambitions de réforme et de changements, capables de renforcer la liberté, la démocratie et le développement. La grande instabilité en Libye, les difficultés à aboutir à un grand accord constitutionnel en Tunisie et la perduration du conflit du peuple sahraoui sont des obstacles pour les citoyens de tous ces pays.

Enfin, dans cette quatrième rencontre, on a pu approfondir la réflexion sur la diversité religieuse en Méditerranée, le rapport entre religion et politique, et le besoin d'une lutte permanente en faveur de la tolérance et de la reconnaissance mutuelles.

Dans cette rencontre s'est exprimée avec force l'exigence citoyenne aux institutions publiques pour développer des initiatives de paix, de lutte contre les inégalités, de justice sociale et d'appui mutuel. L'espace politique méditerranéen doit être de plus en plus intégré afin de pouvoir répondre aux besoins des citoyens et des tous les peuples méditerranéens. Il faudra, dans le proche avenir, approfondir le débat et la réflexion autour de cet enjeu. Nous développons la diplomatie citoyenne chaque

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



jour. Dans cette rencontre d'Istanbul, la citoyenneté méditerranéenne a exprimé sa conviction de la nécessité de résolution pacifique des conflits. La violence n'engendre que la violence. Les citoyens et les citoyennes de la Méditerranée demandent de plus en plus de pouvoir s'exprimer avec la voix avant l'utilisation des balles.

Le renforcement de la démocratie participative dans tous les pays de la Méditerranée a été aussi demandé lors de cette rencontre. Tous les processus de transition et réforme vers l'amélioration du système politique plus démocratique ont été encouragés. Un système démocratique doit tenir compte aussi des besoins de justice sociale et de respect des droits humains, en particulier de l'égalité hommes-femmes.

Après cette quatrième rencontre, avec la présence des cercles citoyens dans tous les pays méditerranéens, nous nous trouvons en capacité de renforcer sa nature de réseau citoyen méditerranéen, pouvant favoriser le dialogue permanent, l'analyse des réalités plurielles et conflictuelles, et de renforcer ses capacités de proposition.

Les déclarations du Conseil Consultatif de l'ACM et les déclarations sur chaque pays faites par les cercles locaux montrent toutes nos capacités. Les analyses faites et les demandes exprimées en sont la preuve.

Je signale l'importance de la convention de collaboration signée ces jours-ci entre l'Assemblée parlementaire méditerranéenne et nous-mêmes. L'APM est la représentation parlementaire de l'espace politique méditerranéen et nous constituons un réseau de l'espace citoyen méditerranéen. La collaboration entre l'espace parlementaire et l'espace citoyen, représentés par l'APM et nous-mêmes, ouvre des nouvelles perspectives. Je rappelle que nous avons signé aussi une convention de collaboration avec EMUNI (Université euro-méditerranéenne, dont le siège se trouve en Slovénie). Cette deuxième convention exprime l'ambition de collaboration entre notre organisation et le monde universitaire, là où est formée une grande partie des jeunes méditerranéens.

Notre mouvement est un réseau méditerranéen d'action citoyenne et en même temps un réseau citoyen d'action méditerranéenne. Ces deux volets de la nature de l'ACM constituent la complexité de la stratégie à développer l'avenir.

Dans les semaines à venir, nous réaliserons le mémoire de cette quatrième rencontre avec toute la richesse du débat et les propositions qui ont été présentées. Et on commence, à partir d'aujourd'hui, la préparation de la cinquième rencontre qui se tiendra au quatrième trimestre de 2014 en Méditerranée occidentale. D'ici là, nous demandons à tous les cercles et au Conseil Consultatif de continuer ses travaux pour le renforcement des espoirs citoyens dans toute la Méditerranée, pour renverser la difficile situation actuelle et pouvoir avancer sur le chemin de la paix et la collaboration entre les peuples.

Maintenant, sur proposition du Cercle de Thessalie, nous allons lire le poème du grand poète Constantin Kavafis, écrit en 1928 et qui décrit la vie en Grèce 200 ans

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



avant Jésus Christ. Toute similitude avec la réalité n'est que pure coïncidence.

*Dans une grande colonie grecque, 200 av. J.C.
Certes, il serait exagéré de dire
que dans la Colonie les choses vont à souhait.
Ainsi, et malgré quelques progrès,
nous ne pouvons que prêter l'oreille
à ceux qui insistent qu'il est grand temps
de s'adresser à quelqu'un de compétant
en matière de Réformes.
Cependant, il y a l'inconvénient
qu'ils sont trop portés, - ces Réformateurs! -
à faire un drame en toute occasion.
(Ah! si l'on pouvait se passer d'eux!)
Au moindre détail, ils trouvent prétexte
pour questionner, fouiller, investiguer
et prescrire des réformes radicales,
insistant que, illico presto,
elles soient mises sur pied.
Ils préconisent aussi des sacrifices:
Renoncez à tel territoire,
cette possession paraît précaire
et ne peut qu'amener des ennuis.
Aussi, cette source de revenus
peut avoir des effets pervers
et donc cette autre qui en dépend,
et puis celle-là, par voie de conséquence,
substantielle peut-être, mais que faire,
tout risque prévisible doit être évité.
Puis, plus ils jaugent et ils contrôlent,
plus ils trouvent superflues
des choses dont on ne peut pourtant se séparer.
Lorsqu'enfin ils quittent la scène,
ayant tout défini, corrigé, amputé
et pris des honoraires bien mérités,
il ne nous reste qu'à constater ce qui subsiste
d'un tel acharnement chirurgical.
Peut-être la décision serait-elle prématurée,
toute hâte est dangereuse, on peut la regretter.
Il est certes malheureux, que, dans la Colonie,
il se pose tant de problèmes
mais, n'est-ce pas là le lot de toute entreprise humaine?
Puis, - ne faut-il pas le dire aussi ? -
quoi qu'il en soit, nous allons de l'avant.*

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



2. Déclarations finales du Conseil Consultatif

A. Déclaration sur la situation des transitions démocratiques dans l'espace méditerranéen

Le « Printemps arabe », pour reprendre sa qualification la plus usitée, a remis à l'ordre du jour la notion de citoyenneté de manière forte. Le monde arabe a longtemps connu des années de stagnation en matière citoyenne. Les initiatives associatives même les plus effacées politiquement subissaient régulièrement l'affront d'autorités politiques paranoïaques automatiquement enclines à les soupçonner de téléguidage depuis l'étranger et d'aspiration au bouleversement de l'ordre politique ambiant. Or, de manière soudaine, le pouvoir citoyen a été en mesure de faire valoir son potentiel et son aspiration à la différence : « les Arabes » (ou à tout le moins certains d'entre eux), mais aussi d'autres groupes ethniques, en se soulevant, ont imprimé leur marque sur les évolutions de toute une région.

Comme par un effet domino parfois indirect, en effet, plusieurs pays européens de la rive nord de la Méditerranée ainsi qu'Israël et la Turquie ont connu des mouvements de protestation massifs contre les effets pervers de la crise économique et politique, la perte de légitimité des Institutions, ou encore l'austérité et la réduction des espaces démocratiques. Cela a donné une véritable dimension régionale à ce moment de soulèvement citoyen et a posé la question du rôle d'avant-garde politique de la société civile organisée en Méditerranée. Les transitions en Méditerranée sont toutefois à vitesse et à géométrie variables ; c'est une donnée dont il faut prendre conscience pour pouvoir mieux avancer. Chaque société a ses caractéristiques politico-culturelles qui influent, dans les grandes lignes, sur son rythme et ses moyens d'action.

La notion de changement par le bas mène, certes, pour beaucoup à des situations de polarisation (politique, sociale, idéologique), mais toute situation de changement est potentiellement porteuse de risques, désaccords ou turbulences. S'il est peut-être encore trop tôt pour parler de « la » révolution arabe, il paraît assuré qu'une volonté de révolution citoyenne s'est imposée en Méditerranée, et avec énergie. En vue du renforcement des combats citoyens en Méditerranée et du développement d'une dynamique stratégique commune, la question qui se pose est celle de la mise en place d'une infrastructure citoyenne indépendante pour former les groupes locaux en Méditerranée à l'action civile, et pour qu'ils puissent également échanger des pratiques d'action civile entre eux. Soit, la nécessité d'établir une infrastructure dédiée à la mise à disposition de services et savoir-faire pour et entre ces groupes, et chargée du renforcement des initiatives citoyennes sur les rives de la

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



Méditerranée.

Les projets de consolidation politique, réforme institutionnelle et justice transitionnelle demeurent fondamentaux, mais ils ne sauraient faire oublier l'ampleur des changements requis en matière socio-économique également. L'espace méditerranéen est devenu en ce sens un laboratoire de l'esprit citoyen, de ses ambitions et projets divers. Il est aussi indispensable pour mener à bien la réécriture des rapports entre communauté citoyenne, institutions représentatives et forces économiques. La manière par laquelle populations et gouvernements du monde entier ont suivi – et continuent à suivre – la transition du monde arabe ainsi que la résistance de plusieurs secteurs sociaux à la restructuration du contrat social dans des pays tels que la Grèce, la Slovénie, l'Italie ou l'Espagne, montrent que la « citoyenneté méditerranéenne » pourrait avoir valeur de modèle conceptuel pour les évolutions prévalant à bien des endroits à l'échelle de la planète. Mais il faut pour cela renforcer les dynamiques en œuvre et continuer à aborder les rapports présents entre les institutions politiques et les crises économiques, financières et de modèles de développement. Il est évident qu'à la base de toutes ces dynamiques se trouve la question de la Démocratie, c'est-à-dire la capacité des citoyens à déterminer les choix fondamentaux qui affectent l'avenir de leurs communautés, leurs villes et leurs pays.

De même, la question de la formation des citoyens à la vie politique et à l'activité civile doit figurer parmi les priorités. L'ACM déploie maints efforts aspirant à la mise en place d'une infrastructure citoyenne indépendante dédiée au partage du savoir-faire, au montage d'initiatives communes, à la formation des acteurs citoyens, à l'échange de pratiques d'action civile ; c'est-à-dire une infrastructure au service des groupes locaux présents sur les rives de la Méditerranée, qui favorise l'affirmation d'une culture de mise en réseau des manières et des pratiques de l'engagement citoyen au bénéfice de la démocratie et de la justice sociale. L'objectif est loin d'être hors de portée, l'espace méditerranéen étant d'ores et déjà en perpétuelle dynamique d'évolution. La dimension régionale de la crise, qui est une crise structurelle liée à la démocratie et à l'économie, et l'émergence de nouvelles formes de réorganisation sociale et de réaction citoyenne, peuvent aider à relativiser les divergences et les méfiances interculturelles, et à récupérer la cohésion au sein d'une même société. Ce moment historique justifie donc un engagement pour la construction d'une infrastructure transnationale de l'action citoyenne à l'échelle méditerranéenne.

Nous vivons certes le risque que des logiques tierces (géopolitiques, stratégies d'influences notamment) tentent de prendre en otage les transitions en cours. Les initiatives citoyennes engagées dans le développement d'un espace d'actions sociales, politiques et culturelles communes en Méditerranée devraient donc investir dans le sens de plus d'intégration politique pour la Méditerranée dans les décennies à venir. Cette intégration serait construite à partir d'un engagement citoyen, basé sur les

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



principes de justice sociale, de la liberté et du travail, et elle obligerait les gouvernements à prendre en compte les acteurs de la société civile et non l'inverse. Un défi qui anticipe et préfigure les temps nouveaux, comme l'ont fait les pères fondateurs de ce qui deviendra plus tard l'Union européenne, dans l'immédiat après-guerre, quand ils ont osé annoncer et croire en une Europe unie, malgré la méfiance ou le mépris prévalant à l'époque face à cette idée. L'expérience décevante du projet de l'« Union pour la Méditerranée » nous apprend que la construction de l'intégration politique ne peut pas se faire en court-circuitant les peuples et en imposant une feuille de route allant du haut vers le bas. La Méditerranée porte en elle les fondements d'une communauté de destin commun, qui exprime une résistance naturelle à la banalisation, à l'individualisme, au consumérisme et à la ségrégation - les codes du capitalisme contemporain. Sont primordiaux le plaisir de vivre ensemble, le goût pour les choses belles même si elles paraissent parfois banales, la diversité culturelle et sociale, la façon de manger et de travailler, le sens du sacré et de la famille ou de la culture du dialogue et de partage.

Pour avancer vers l'intégration méditerranéenne, nous avons besoin de projets-pilote. Les difficultés et obstacles à la liberté de circulation des personnes dans la région sont source de conflits politiques et génèrent mafias, corruption et désastres humanitaires.

Nous proposons ainsi le lancement d'une initiative qui structure l'engagement citoyen commun en faveur de la démocratie et de l'intégration dans la région, avec pour pilier la question du droit à une citoyenneté transnationale qui ait pour socle référent une nouvelle charte de la citoyenneté méditerranéenne. L'initiative peut paraître symbolique, mais elle est porteuse de beaucoup de sens. Les valeurs défendues au nom de la citoyenneté méditerranéenne se fondent quant à elles sur les principes suivants : un processus de rédaction de la charte de la citoyenneté méditerranéenne participatif et ouvert à tous les éléments de la société civile qui partagent ses valeurs ; la mise à la disposition des citoyens d'outils de communication en ligne ainsi que des formes de débats ouverts plus classiques ; et la tenue d'un référendum transnational méditerranéen pour l'adoption de ce projet de charte comme premier exemple de démocratie participative volontaire prévalant à l'échelle régionale.

B. Déclaration sur la crise économique et la citoyenneté en Méditerranée

Nous, citoyens et citoyennes de la Méditerranée,

Rappelons que les causes majeure de la crise économique sans précédent que nous traversons, et qui affecte les populations, réside dans :

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



- la déstabilisation des pays du sud et de l'est de la Méditerranée ;
- la crise politique et sociale traversée par les pays de la rive nord de la Méditerranée ;
- l'augmentation des flux migratoires vers et à l'intérieur des pays de l'UE.

Dénonçons :

- la démesure du capitalisme financier par rapport aux capacités de l'économie réelle ;
- la faillite de la valeur travail et le manque de perspectives futures pour les jeunes générations ;
- la conséquente déshumanisation des citoyens et citoyennes ; ;
- la corruption des affaires économiques et de la politique ;
- la distribution inégale des richesses ;
- l'atteinte aux Droits de l'Homme prévalant dans la nature de la gestion des flux migratoires ;
- le désastre environnemental enduré par nos terres et notre mer commune.

Nous engageons :

- à promouvoir la conscience citoyenne à travers l'action coordonnée de nos cercles ;
- à soutenir toute action de solidarité et d'expérimentation des formes économiques alternatives (l'économie solidaire) ;
- à redessiner la philosophie économique dominante, en substituant à l'économie de surexploitation des ressources une économie d'instruction, de formation et de spécialisation, et en diffusant la culture du travail efficace et respectueux des droits ;
- à promouvoir des modalités pacifiques de lutte pour la dignité et le travail des jeunes en particulier ;
- à défendre les droits individuels et collectifs de façon à satisfaire les besoins essentiels de tout citoyen ;

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



- à collaborer pour la défense du patrimoine naturel, culturel et environnemental.

Souhaitons :

- que les processus de démocratisation engagés par les peuples de la rive sud et est de la Méditerranée puissent inclure des politiques économiques alternatives au pouvoir absolu du capitalisme financier mondial ;
- que, conformément aux idéaux de ses origines, l'UE puisse se constituer en communauté civile transnationale et reconnaître le destin commun qu'elle partage avec les pays de la Méditerranée, et qu'elle mette ses politiques au service des citoyens et citoyennes tout en veillant à la conservation de l'immense et riche patrimoine culturel et environnemental méditerranéen.

C. Déclaration sur la liberté de circulation dans l'espace méditerranéen

Comme tous ceux qui l'ont précédé depuis vingt ans, le drame de Lampedusa de 2013 a réveillé pour quelques jours la mauvaise conscience des Européens. Jusqu'à ce que, une fois de plus, la dénonciation des passeurs et trafiquants d'êtres humains (on ne peut non plus incriminer les victimes) l'emporte sur la condamnation de la politique de fermeture des frontières humaines de l'Europe. Or, cette politique, mise en œuvre depuis 1976, ne peut s'exonérer des dizaines de milliers de victimes qu'elle a objectivement contribué à générer.

Cette politique de l'Europe, incarnée par Frontex², n'est pas seulement mortifère ; elle tue aussi l'esprit du projet européen. En renonçant aux ressorts humanistes et universalistes de ses débuts, l'idée européenne – ou ce qui en reste – cède aux logiques identitaires et à la peur de l'autre qui travaille une opinion touchée par la crise.

Or, on ne peut composer avec le populisme tout en niant, au nom d'un réalisme électoral nécessairement de courte vue, ce droit de l'homme essentiel qu'est la liberté de circulation. Quand il s'agit de penser l'avenir de l'Europe et de la Méditerranée dans l'espace mondial qui se construit, le réalisme à long terme invite à changer complètement de vision du monde et à considérer la mobilité humaine à l'échelle planétaire non comme une menace plus ou moins imaginaire (jamais évaluée en réalité), mais plutôt comme une règle du jeu valable pour tous. Dans un article intitulé « L'avenir appartient aux migrants », Bertrand Badie rappelait tout récemment combien cette mobilité dont nous faisons quotidiennement usage à notre profit fait partie de l'horizon et des atouts de la mondialisation. Nous ne pouvons pas la vouloir pour nous et la refuser aux autres.

² Frontex est l'agence européenne pour la sécurité et les frontières extérieures de l'Union Européenne.



En tant qu'Européens, et en tant que membres d'une association vouée à la construction d'une citoyenneté méditerranéenne, c'est d'abord en Méditerranée que ce défi s'impose à nous. Et c'est ici qu'il faut agir contre les dérives populistes et les murs qui s'édifient. Le temps où l'on croyait pouvoir répondre, par des propos apaisants sur le dialogue culturel, aux attentes des migrants qui prennent le risque de mourir pour rejoindre l'Europe est dépassé. Si nous refusons de faire de la Méditerranée un espace humain commun, c'est-à-dire, pour commencer, un espace de mobilité et de solidarité, c'est un horizon d'hostilités et de conflits avec le monde arabo-musulman et africain que nous construirons à coup sûr.

D. Déclaration sur la liberté, la sécurité individuelle, la sécurité collective et la paix en Méditerranée

Pendant des décennies, la sécurité collective s'est vue limitée à celle des États dans le meilleur des cas, et à celle des régimes dans les cas les plus nombreux. La liberté était donc sacrifiée au nom de la stabilité « collective ». Le mode d'emploi a souvent été assimilé à de la sous-traitance, avec pour enjeu une Europe forteresse d'un côté, et des régimes autoritaires soutenus de l'autre. Les termes de cette équation sont-ils totalement remis en cause par les révoltes arabes ?

Bien que le recul nécessaire à une réponse objective soit, à ce jour, insuffisant, il est toutefois possible d'observer quatre constantes :

- Sur le plan de la perception des menaces : l'Europe continue de voir le Sud comme un espace exportateur d'insécurité et d'instabilité, d'une part, et un rempart sécuritaire préliminaire, d'autre part. De leur côté, les acteurs du Sud continuent de jouer sur le registre de la peur, d'user et d'abuser de la peur de l'autre pour augmenter leur marge de manœuvre ;
- Sur le plan des stratégies de gestion des conflits : la gestion par la confrontation, et plus précisément par l'outil militaire, reste omniprésente, confortant l'idée que c'est moins la sécurité collective qui est retenue que l'approche sécuritaire collective. Les interventions militaires en Libye et au Mali en sont de parfaites illustrations ;
- Sur le plan des acteurs : malgré la pléthore de cadres de coopération entre les pays maghrébins, aucun n'a été actionné pour analyser, coordonner et gérer de façon collective les bouleversements qui continuent de secouer la région. Et si l'Union européenne a, plus ou moins, coordonné les prises de position de ses membres, le Sud s'est encore une fois illustré par de profondes divisions ;
- Sur le plan des objectifs : La sécurité humaine est une priorité fragile, inégale, à géométrie variable. Elle est présente dans tous les discours, ceux du Nord comme ceux du Sud, mais elle suscite plus de méfiance que d'enthousiasme. De la liberté politique, au jugement des urnes, en passant par le droit international, le dévelop-

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



pement économique et la mobilité humaine, tous les grands principes se voient annulés dès qu'ils défont les intérêts supérieurs des élites dirigeantes.

Quelles pistes peut-on élaborer pour pouvoir envisager simultanément la liberté, la sécurité individuelle et collective et la paix en Méditerranée ?

Premièrement, penser la sécurité de façon aussi rationnelle que l'économie, c'est-à-dire faire en sorte que les pertes soient inférieures aux bénéfiques et que les objectifs à long terme soit prioritaires par rapport à ceux du court terme. Afin de contourner les obstacles qu'il est impossible d'éliminer, il est nécessaire de sortir de l'inter-étatisme et du bilatéralisme, deux cadres idéaux pour maintenir le statu quo. Il faut aussi penser à établir les fondements d'une gouvernance régionale dans laquelle les autorités locales, les acteurs publics et privés agissent en réseau interdépendants.

Deuxièmement, coupler l'idée de développement durable à celle de « sécurité durable ». Cette notion a été utilisée par l'ONU et l'OTAN pour mettre en exergue le fait que les relations entre l'UE et le Maghreb devaient impérativement être solides, équilibrées et pérennes. Ainsi, la sécurité durable implique des domaines de coopération quantitativement et qualitativement intenses, emmenée par des partenaires sachant précisément quels sont leurs besoins, quels sont leurs moyens et qu'est-ce qu'ils pourraient obtenir de l'autre partie. Par ailleurs, cette sécurité requiert de l'équilibre, non de l'équilibre des forces, mais de l'équilibre d'intérêts. Soit l'instauration d'un système gagnant-gagnant dans lequel la liberté de circulation des capitaux et des biens irait de pair avec celle de la main-d'œuvre. Quant à la pérennité, elle reflète l'idée que la sécurité durable, comme le développement durable, ne s'avèrent réalisables que lorsqu'ils s'inscrivent dans une vision de long terme.

E. Déclaration sur la Syrie

Bientôt trois ans que les tueries syriennes persistent. Le nombre de victimes civiles a dépassé les 100 000 personnes, auxquelles s'ajoute un total de plus de 6 millions de déplacés intérieurs et réfugiés extérieurs. Une révolte pacifique qui revendiquait la liberté et la dignité a été réprimée par des chars, des avions de chasse, des missiles balistiques, des armes chimiques et le recours à l'arme de la faim. Une violence inouïe a ouvert le pays à toutes les influences régionales et internationales. Elle l'a aussi cédé à une radicalisation que l'on croyait pourtant jusqu'alors étrangère à la société syrienne et à sa culture. S'ajoute à cela une indifférence internationale assourdissante face à une catastrophe humanitaire qui frappe un peuple meurtri, et l'incapacité des instances internationales à entamer une initiative réelle permettant de mettre fin à cette tragédie devenue une tâche sombre dans l'histoire de l'humanité.

Dans ce marasme, la Méditerranée, mer et rives, devient un cimetière profond pour les réfugiés syriens qui essayent de fuir la guerre. L'attitude des pays de la rive nord est regrettable. L'accueil réservé à ces réfugiés par des pays limitrophes aux ressources pourtant limitées est beaucoup plus digne que celui proposé par les pays

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



riches du Nord. L'humiliation que ce peuple subit ainsi que les agressions de nature raciste et xénophobe dont il est parfois victime à l'extérieur de ses frontières représentent un danger réel sur l'avenir commun des Méditerranéens.

Même s'il est trop tard, les citoyens de la Syrie ont besoin de sentir la solidarité méditerranéenne par les mots comme de par les actes. Ce pays millénaire qui a tant donné à l'humanité en général et à cette région en particulier, souffre de son régime, des radicaux qui spolient sa révolution et du silence régnant. Il est temps de faire pression sur les sociétés civiles et les gouvernements afin qu'ils assument leurs responsabilités et qu'ils aident la Syrie et les Syriens à sortir de la spirale de la violence et à construire un pays démocratique pour tous ses citoyens.

F. Déclaration sur Israël et la Palestine

Alors que le Secrétaire d'État américain suggère que les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens pourraient reprendre, la réalité sur le terrain nous montre quelles sont les véritables intentions du gouvernement israélien : la poursuite et l'accélération de la colonisation de la Cisjordanie, c'est-à-dire l'expansion progressive des frontières de l'État hébreu.

Si la direction palestinienne semble miser toutes ses cartes sur d'éventuelles pressions de la part de Washington pour faire stopper la politique israélienne de colonisation, la majorité de la population des territoires occupés a fait le choix de la résistance sur le terrain, en tentant de défendre chaque pouce de terre par une résistance civile non armée, et en reconstruisant les infrastructures d'une société qui avait été détruite par les politiques de reconquête des Premiers ministres Ehud Barak et Ariel Sharon entre 2002 et 2006, puis l'offensive israélienne contre la bande de Gaza en 2009. La résistance héroïque du peuple palestinien démontre que si l'État d'Israël est aujourd'hui capable de faire avancer son projet colonial, il a cependant échoué dans son plan de « sociocide », c'est-à-dire de destruction du tissu national palestinien. La reconstruction de l'unité sociale entre Gaza et la Cisjordanie ainsi que la réparation des relations entre le Hamas et le Fatah restent l'objectif prioritaire de la grande majorité des Palestiniens occupés.

Quant à la société israélienne, elle a connu en 2011 la plus grande mobilisation sociale de son histoire, dans un mouvement de contestation des choix gouvernementaux néolibéraux passant notamment par la privatisation des services publics. L'enjeu auquel reste confronté le mouvement social israélien est celui consistant à lier ces revendications sociales à un mouvement similaire de rejet de la politique coloniale israélienne et du prix colossal qu'elle impose aux citoyen(nes) israélien(nes).

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



G. Déclaration sur Chypre

Le fait de ne pas aboutir à un accord concret dans les négociations sur la question chypriote aurait un résultat catastrophique pour les Chypriotes grecs et turcs. Il n'arrangerait pas plus les intérêts des acteurs régionaux et internationaux. Il est primordial pour les forces politiques chypriotes de maintenir des relations cordiales et pacifiques entre elles, ainsi que de rester fonction d'une approche mutuelle positive sur le plan politique. C'est le moyen le plus sûr pour parvenir à l'établissement d'une feuille de route permettant un accord négocié entre les parties sur la base d'une fédération bizonale et bicommunautaire, selon les principes ratifiés par les Nations-Unies.

Le manque de culture de l'égalité et de promotion des principes de la non-discrimination, éléments de genre inclus, doit être compensé par des moyens tels que le développement d'efforts de pacification passant par l'acceptation et la valorisation des résolutions onusiennes *ad hoc* et la mise en place de consultations avec groupes d'activistes et ONG.

Une solution négociée de la question chypriote créerait à coup sûr des dynamiques financières et politiques qui multiplieraient à leur tour les effets politiques positifs à niveaux local comme international. On assiste aujourd'hui à un volontarisme de la part de la communauté internationale en faveur de la résolution de la question chypriote. Tout se passe comme si l'on était à deux doigts de conclure un accord qui garantirait plus de stabilité à la région.

Un accord négocié avec la Turquie saurait assurer un véritable règlement de tous les problèmes et non seulement une normalisation des relations avec la Turquie. Plusieurs avantages pourraient résulter de cette possibilité, surtout au niveau économique : les possibilités d'exploitation du gaz naturel ; l'ouverture de la ville fermée de Famagouste ; l'implantation de synergies de par l'utilisation des espaces aériens fermés et des ports ; le développement du tourisme et commerce de transit ; le transfert sans restrictions de l'eau et de l'électricité.

Pour autant, le règlement par un accord négocié de la question chypriote ne signifierait pas la fin du processus de paix ; il en incarnerait plutôt le début. Les principales difficultés résident dans la difficulté qu'il y a à mettre en œuvre un tel accord ; il n'y a cependant pas de choix autre pour avancer. À cet égard, les Chypriotes de toutes les communautés de l'île doivent travailler dur, entre elles ainsi qu'avec leurs partenaires régionaux et, plus largement, avec la communauté internationale.

H. Déclaration sur la Tunisie

Nous suivons avec grand intérêt le processus constitutionnel et politique en Tunisie, soulignant notamment que depuis la mise en place d'une Assemblée nationale constituante, la Tunisie attend sa nouvelle constitution : une constitution

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



démocratique, qui garantirait l'équilibre des pouvoirs, l'État de droit, les droits et les libertés de tous les citoyens sans discriminations basées sur le sexe, la race ou la religion.

Nous notons avec enthousiasme la volonté de tous les courants politiques représentés à l'Assemblée constituante d'adopter une constitution établissant un État civil respectant la souveraineté populaire et les critères universels d'une constitution démocratique.

Nous notons toutefois la lenteur et les difficultés à faire aboutir le processus. On comprend que ce processus soit lié à un environnement politique qui souffre d'un manque de consensus et d'une faiblesse de la culture du dialogue. Il faut espérer que les différents protagonistes arrivent rapidement à un compromis qui mettra fin à une crise politique qui a trop duré, qui paralyse le processus constitutionnel et qui menace la stabilité du pays.

Nous continuons à croire que la Tunisie dispose de tous les moyens pour réussir sa transformation et sa transition vers la démocratie. L'activisme de l'élite tunisienne, l'engagement de sa classe politique et la vivacité de sa société civile sauront trouver la voie à suivre pour offrir au peuple tunisien un avenir démocratique, stable et serein.

I. Déclaration sur le Maroc

Le Maroc connaît un grand renouveau en termes de changement depuis la mise en œuvre de sa nouvelle Constitution, grâce notamment au plaidoyer des mouvements de défense des droits de l'homme et des associations féministes. Cela a permis une stabilité politique par rapport à ce qui se passe dans le reste de la région. Un arsenal de lois pour mettre en pratique les différents articles de la Constitution est mis en place pour le nouveau gouvernement. Mais les efforts fournis sont-ils suffisants ?

Certes, la nouvelle Constitution a institué des valeurs jadis absentes comme référent pour la chose publique, comme pour ce qui relève de la citoyenneté et du respect des droits fondamentaux et indivisibles universels. Mais en pratique, nous nous heurtons à la lenteur de la mise en place des lois organiques. Ainsi, nous nous retrouvons loin des aspirations exprimées par les partis politiques, les syndicats et la société civile au moment de la réforme de la Constitution.

Nous enregistrons une faible volonté politique quant à l'accélération des chantiers liés à l'égalité des genres. De même prévaut l'absence d'une approche légale de la protection des Droits de l'Homme et des libertés individuelles. Le préalable démocratique serait une condition pour régler le conflit du Sahara, selon des lignes qui seraient acceptées par l'ensemble des belligérants.

La lutte des mouvements pour la protection des libertés engagée par la société civile dans tous les domaines plaide pour l'institutionnalisation de la bonne gouvernance dans les politiques publiques et dans la gestion de la chose locale.

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



J. Déclaration sur la Grèce

Depuis maintenant quatre ans, la Grèce est frappée par une crise économique et sociale sans doute sans précédent et incomparable en tous cas à la situation qui prévaut dans les autres pays européens. Depuis la fin de l'année 2009, la Grèce est devenue la cible des marchés boursiers qui, par leurs nouveaux instruments destructeurs, se sont attaqués au pays et l'ont mis très rapidement au bord de la faillite.

C'est à ce moment-là, et devant une soi-disant impasse, que les trois institutions (Commission Européenne, BCE et FMI) ont signé un accord avec la Grèce, lui imposant un mémorandum inhumain, indigne et odieux, dans lequel les conditions de l'aide octroyée sous forme de prêt (le « plan de sauvetage ») rendent douteuse l'idée d'un remboursement sans drame humain supplémentaire.

L'application de ce plan dans le cadres de règles d'extrême austérité imposées au pays par ses bailleurs de fonds a aggravé la situation traversée par le pays, entraînant notamment une perte quasi-totale de sa souveraineté, un appauvrissement progressif de la population (les revenus ont chuté de près de la moitié), un chômage qui bat tous les records européens (30% en moyenne et jusqu'à 60% chez les plus jeunes), un affaiblissement des services publics, un taux de suicides inimaginable, une hausse du phénomène des sans-abris, une nouvelle vague d'émigration inquiétante surtout de la part de la population la plus formée, et un effondrement total du secteur privé, avec la disparition quasi-complète des PME et des activités professionnelles indépendantes.

En outre, notons l'apparition de nouveaux conflits internes et la formation d'un groupe politique néonazi (qui, faisant aussi partie du Mouvement des Indignés, l'instrumentalise et le manipule en partie). Celui-ci a pu accéder au parlement et il a vu ses forces augmenter de manière vertigineuse. Ce phénomène doit être enrayé.

Les différents gouvernements, élus comme techniques, qui se succèdent ne se sont trouvés pratiquement qu'une mission : prendre des mesures insoutenables pour la population et réprimer toute notion de résistance citoyenne (manifestations, fermeture forcée du service public comme de la télévision nationale, etc.) Le processus consensuel disparaît, allant même souvent à l'encontre de la Constitution, ce qui doit aussi être combattu.

L'État, arc-bouté sur ses principes centralisateurs, perpétue un cercle vicieux en essayant de se trouver un faux alibi. Il considère toute opposition à ses conceptions et actions comme extrême et méprisable. Seul un mouvement de citoyens digne de ce nom peut faire face à cette situation. Une coopération entre tous les acteurs de la société civile qui mettrait en avant les valeurs de la solidarité et de l'humanisme est nécessaire et urgente. Il lui faut de surcroît un développement rapide qui permette de faire pression en vue d'un changement de cap. De telles modalités de coopération

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net



peuvent aider à sortir de l'impasse. Elles aboutiront même à un tel résultat.

Ces mouvements peuvent et doivent s'enrichir du patrimoine solidaire méditerranéen, notamment en vue de la consécration d'une société civile qui soit au service de la vocation humaniste et civilisationnelle de notre Méditerranée.

Secrétariat ACM/ MCA Secretariat:

c/o MEDEA Institute, 24 Square de Meeûs, 1000 Brussels, Belgium / Tel : +3222311300

Fax : +3222310646 / Email : contact@acimedit.net / Website : www.acimedit.net